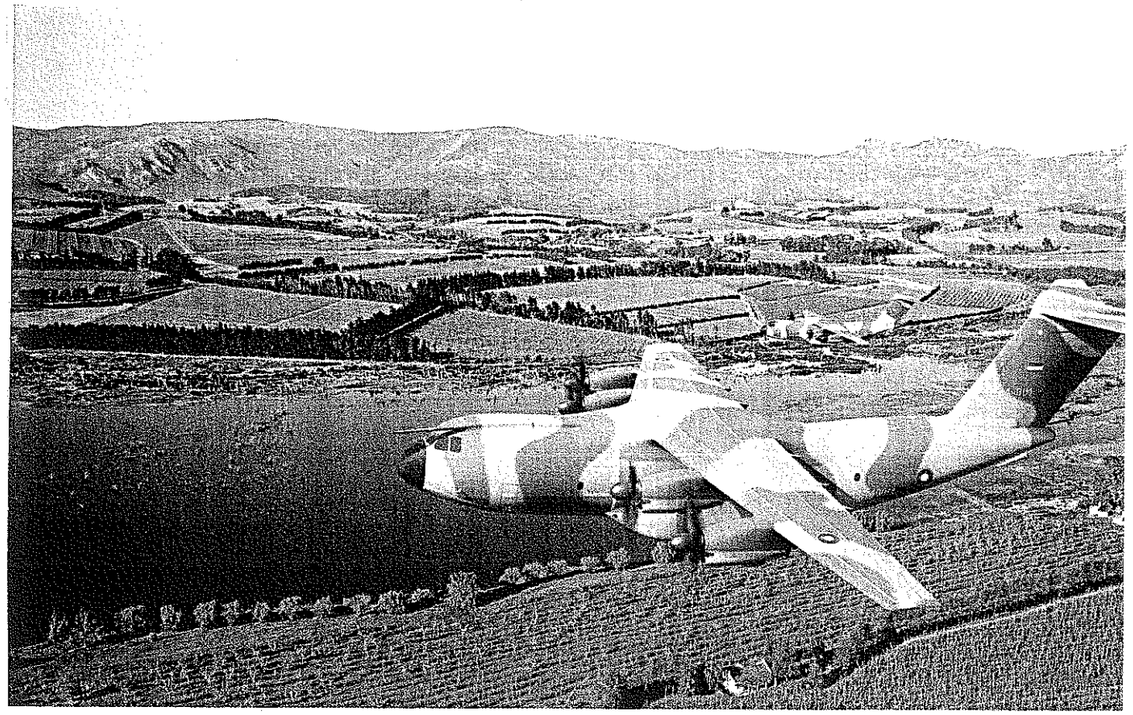

Coopération ou neutralisation ? L'Airbus A400M européen. Dans les programmes d'armement, en dépit des apparences, l'union ne fait pas toujours la force.

Stratégie. Deux analyses roboratives sur l'Europe et le cyberespace.

Enjeux de sécurité

Une charge contre les illusions de l'Europe de la défense et une mise en garde sur les risques d'un univers numérisé.

FEU SUR LA DÉFENSE EUROPÉENNE

Court, incisif et précis, puisant aux meilleures sources et d'une clarté roborative, l'essai de Jean-Dominique Merchet sur le mirage de la défense européenne met les pieds dans le plat des rêveurs ou des idéologues, qui voient dans l'intégration de notre défense au sein de l'Union européenne un moyen confortable d'assurer notre sécurité, quand il ne s'agit pas plus simplement de se défausser de notre fardeau militaire national.

Fin connaisseur de ces dossiers, l'accrédité défense du quotidien *Libération*, auteur du blog "Secret défense", livre un constat sévère sur cette "illusion dangereuse" : « *La défense européenne… ne verra pas le jour et c'est tant mieux… Sa mise en œuvre plus avant aboutirait à plus de gabegie, d'impuissance, de renoncement.* » Bigre. Le raccourci est saisissant, provocateur. C'est le principe de la collection ("À dire vrai").

Malgré ce ton polémique, la démonstration reste convaincante, salutaire dans le conformisme européiste ambiant. Merchet rappelle à juste titre que la défense n'appartient pas au catalogue des politiques sectorielles dont s'occupe parfois trop l'Union. Elle touche à des sujets tragiques, au cœur même de la politique : « *l'essence du vivre-ensemble* », les intérêts vitaux, le droit de vie et de mort, un pouvoir qui ne peut se partager.

L'auteur qualifie ce domaine d'« *extra-ordinaire* » : « *Ce qui le fonde, ce sont de très anciennes notions juridiques et politiques ; elles ont pour noms légitimité et souveraineté. Ce sont elles qui permettent, à l'instant crucial, au détenteur du pouvoir d'engager des moyens militaires de destruction. La mort est toujours au rendez-vous.* » On est loin en effet des directives sur le diamètre des tomates, la largeur des canalisations d'autoroutes ou la couleur des pansements compressifs…

Merchet dresse avec humour le procès en bonne et due forme du credo fédéral européen. Après les deux guerres mondiales, il aida sans doute les Européens à panser leurs plaies et à se rapprocher, mais cette pensée essoufflée, figée dans l'utopie des pères fondateurs, alimente ces concepts souvent paralysants, appelés "sécurité collective" ou "droit international", que dénonce l'ancien ministre socialiste des Affaires étrangères Hubert Védrine, « *parce qu'ils conduisent les Européens à penser qu'ils sont aujourd'hui trop petits ou trop las pour mener une politique de puissance* ».

C'est le cœur de l'argumentation de Merchet : « *Parce qu'elle est tout entière négation de la tragédie, l'Europe ne pourra jamais assumer la responsabilité de la guerre.* » Conséquence : elle ne peut donc pas réellement se doter des outils de la puissance qui lui permettraient de faire la guerre, de riposter ou de frapper quand cela sera nécessaire pour défendre ses intérêts vitaux.

« *L'union ne fait pas toujours la force et encore moins le succès* », insiste Merchet, citant avec délices quelques consternantes "usines à gaz" européennes (Eurofighter, Airbus A400M), sans oublier cependant quelques programmes communs réussis – Erasmus (formation), Musis (un satellite espion), Atalante (lutte contre la piraterie) – ou des exemples de coopération bilatérale réussie, avec les Britanniques (Jaguar, Gazelle, Puma) ou les Allemands (Transall, Alphajet, Atlantic). « *Penser en Européen, c'est d'abord penser en national* », rappelle Jean-Dominique Merchet.

Faire reposer l'avenir de sa sécurité sur un rêve, aussi beau et pacifique soit-il, semble relever de la naïveté, parfois même de la lâcheté, quand certains voudraient faire croire aux Français que la mutualisation européenne des investissements et des équipements militaires pourrait exonérer notre pays de mener son propre effort de défense. « *Mieux vaut donc aujourd'hui ne pas désarmer Pierre pour faire semblant d'habiller Paul* », insiste Merchet.

FRÉDÉRIC PONS

Défense européenne, la Grande Illusion, de Jean-Dominique Merchet, Larousse, 128 pages, 9,90 €.

ALERTE AU CYBERESPACE

Barack Obama, l'homme le plus puissant du monde, s'est vu interdire l'utilisation de son BlackBerry fétiche par ses services de sécurité. Pour Nicolas Arpagian, rédacteur en chef de la revue *Prospective stratégique*, coordinateur d'enseignements à l'IERSE (Institut d'études et de recherche pour la sécurité des entreprises, Paris) et auteur de *la Cyberguerre*, l'enjeu est clair : notre univers de plus en plus numérisé est également de plus en plus dangereux, truffé d'oreilles indiscrètes, plein de menaces.

Les risques sont majeurs dans notre société de l'information, qu'il s'agisse du « *scénario chaotique* », annonçant la destruction ou la déstabilisation du système par des cyberterroristes, ou du « *scénario Big Brother* », avec la mainmise d'États ou de sociétés multinationales de télécommunication sur Internet et ses multiples ramifications (information, télécommunications, culture, archives).

Barack Obama s'est vu interdire l'utilisation de son BlackBerry en raison de "risques majeurs".

PHOTOS : AIRBUS MILITARY SL/2008 - CHARLES DHARAPAK/AP/SIPA

Arpagian se garde de tout catastrophisme et privilégie le « *scénario chaotique* », une vraie menace contre laquelle les États doivent savoir trouver la parade. Au terme d'une série de questions sur la législation, le contrôle policier, la valeur juridique ou marchande d'une information, le débat entre la liberté d'usage et le principe de précaution, face à la menace terroriste ou criminelle, il évoque le problème que pose le caractère transfrontalier de la criminalité face à la territorialité des législations.

Tous les domaines sont menacés : les modèles économiques, la propriété intellectuelle, la culture, la mémoire des sociétés, les entreprises, la Bourse, la vie privée des particuliers, l'État lui-même. Son "catalogue" des différentes cyberattaques menées depuis vingt ans dans le monde foisonne d'exemples simples et éloquents.

Le tableau qu'il dresse est inquiétant, devant la pléthore des organismes et les constats d'échecs répétés. Il aura fallu le choc du 11-Septembre pour que les grands services de sécurité de la planète réussissent à s'entendre et à partager leurs informations, momentanément. Depuis, le protectionnisme propre aux services de renseignement a repris ses droits.

Pour lui, la leçon est claire : seuls les États peuvent orchestrer une parade efficace contre les cybercriminels, surtout pour bâtir une jurisprudence internationale, ce qu'attendent la plupart des acteurs privés : « *Pas de prospérité collective et durable sans maîtrise de la sécurité des informations.* » À ses yeux, l'autorité et la souveraineté des États passeront nécessairement par la maîtrise des outils de sécurité des systèmes d'information et de communication.

Aux néophytes, cet ouvrage bien documenté (notamment sur la Chine) mais facilement abordable a le mérite d'expliquer clairement le fonctionnement et les dérives possibles des outils qui font notre quotidien d'"e-citoyens" : les moteurs de recherche, les fournisseurs d'accès, les blogs, les réseaux interactifs de type Facebook, le wi-fi, ce que sont les *spywares*, les pourriels, le *phishing*…

Arpagian pose avec acuité la question de la confidentialité des données personnelles, des droits de l'internaute, des soucis quotidiens qui touchent aussi bien les particuliers que les entreprises ou les administrations, avec des enjeux commerciaux, financiers ou politiques parfois considérables. Cet ouvrage a le mérite de la lucidité, ruinant l'utopie d'un Internet qui serait encore, aux yeux de certains naïfs, un « *espace de liberté et de neutralité* ».

F. P. et M. B.

La Cyberguerre, de Nicolas Arpagian, Vuibert, 256 pages, 26 €. Pour en savoir plus : www.cyberguerre.eu.